



PLAN DE COMMUNICATION DU PPA PORTE EST METROPOLITAINE

CONVENTION DE FINANCEMENT PORTANT SUR LE PLAN DE  
COMMUNICATION DU PROJET PARTENARIAL D'AMENAGEMENT (PPA) PORTE  
EST METROPOLITAINE, DU FERROVIAIRE AU BORD DE CHER

Entre :

**La Région Centre-Val de Loire**, dont le siège est 9 rue Saint-Pierre Lentin 45041 Orléans Cedex 1, dont le numéro SIRET est 23450002300028, représentée par le Président du Conseil Régional du Centre-Val de Loire, Monsieur François BONNEAU, habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional ..... du .....

Ci-après désignée « **la Région Centre-Val de Loire** »,

**Tours Métropole Val de Loire**, représentée par Monsieur Frédéric AUGIS, Président, dûment habilité à cet effet par la délibération du conseil métropolitain n° ..... du ....., faisant élection de domicile 60 avenue Marcel Dassault CS 30651 37206 Tours Cedex 3, avec pour numéro SIRET 243 700 754 00035,

Ci-après désignée « **Tours Métropole Val de Loire** », ou « **le Maître d'ouvrage** »,

**SNCF Gares & Connexions**, société anonyme au capital de 213.710.030,00 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 507 523 801, avec pour numéro SIRET 507 523 801 02157, dont le siège social est Paris (75013), au 16 avenue d'Ivry, représentée par Jean-Luc BOUHADANA, Directeur régional des Gares de Bretagne, Centre Val de Loire et Pays de la Loire,

Ci-après dénommée « **SNCF Gares & Connexions** »,

**Cofiroute**, Société Anonyme au capital de 158 282 124,00 euros, dont le siège social est situé 1973 Boulevard de la Défense 92000 Nanterre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 552 115 891, avec pour numéro SIRET 552 115 891 00426,

Ci-après dénommée « **Cofiroute** »,

Le Syndicat des Mobilités de Touraine, avec pour numéro SIRET 200 085 108 00013 représenté par Monsieur Emmanuel DENIS, Président ou son représentant dûment habilité par la délibération du Comité syndical du ..... ,

Ci-après désigné « **SMT** »,

**L'Etablissement Public Foncier Local Val de Loire**, avec pour numéro SIRET 848 491 650 00018, représenté par Monsieur Christian GATARD, Président, dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil d'Administration du ..... ,

Ci-après dénommé « **EPFL** »,

La **Ville de Tours**, avec pour numéro SIRET 213 702 616 00011 représentée par Monsieur Emmanuel DENIS, Maire, dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil municipal du ..... ,

Ci-après dénommée « **Ville de Tours** »,

La **Ville de Saint-Pierre-des-Corps**, avec pour numéro SIRET 213 702 335 00018, représentée par Monsieur Olivier CONTE, Maire, dûment habilité à cette effet par la délibération du Conseil municipal du ..... ,

Ci-après dénommée « **Ville de Saint-Pierre-des-Corps** »,

Et

La **Ville de Saint-Avertin**, avec pour numéro SIRET 213 702 087 00015, représentée par Monsieur Laurent RAYMOND, Maire, dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil municipal du ..... ,

Ci-après dénommée « **Ville de Saint-Avertin** »,

L'État, la Région Centre-Val de Loire, Tours Métropole Val de Loire, SNCF Gares & Connexions, Cofiroute, l'EPFL, le SMT, les Villes de Tours, Saint-Pierre-des-Corps et Saint-Avertin, sont ci-après désignés les « Partenaires » et individuellement le « Partenaire ».

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- Les articles L.312-1 à L.312-2-1 du code de l'urbanisme ;
- Le contrat de préfiguration du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) Porte Est Métropolitaine, du ferroviaire au bord de Cher, signé le 6 décembre 2023 par l'ensemble des partenaires représentés dans la présente convention de financement, lors du 1<sup>er</sup> Comité de pilotage organisé cette date ;
- Le deuxième Comité de Pilotage du 15 octobre 2024, approuvant le financement partagé par l'ensemble des partenaires du PPA, pour la production d'un plan de communication.

## **PREAMBULE**

Dans la poursuite du travail partenarial engagé depuis plusieurs années sur le secteur élargi de la gare de Saint-Pierre-des-Corps, les signataires du présent contrat se sont réunis afin de conclure un Projet Partenarial d'Aménagement (PPA), tel que prévu par la loi n°2018-722 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN), en vue d'accélérer la réalisation d'opérations d'aménagement complexes et de renforcer l'efficacité de l'intervention des acteurs privés et publics.

Ce cadre juridique et la gouvernance qu'il établit se veulent propices à l'innovation, la cohérence, l'adaptation au changement climatique et la transformation d'un espace particulièrement porteur d'enjeux environnementaux, économiques et urbains, fortement contraint par les risques et les servitudes liés à ses nombreuses fonctions de desserte et les usages.

Des actions et certains cofinancements sont déjà inscrits dans le contrat de préfiguration du PPA Porte Est Métropolitaine, signé le 6 décembre 2023. Dans ce contrat, les partenaires se sont engagés à réaliser un plan de communication. La présente convention de financement fixe les conditions et les modalités des financements.

**CECI EXPOSE,**

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT,**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financements du plan de communication du PPA, qui est précisé à l'article C.2.2. du même contrat.

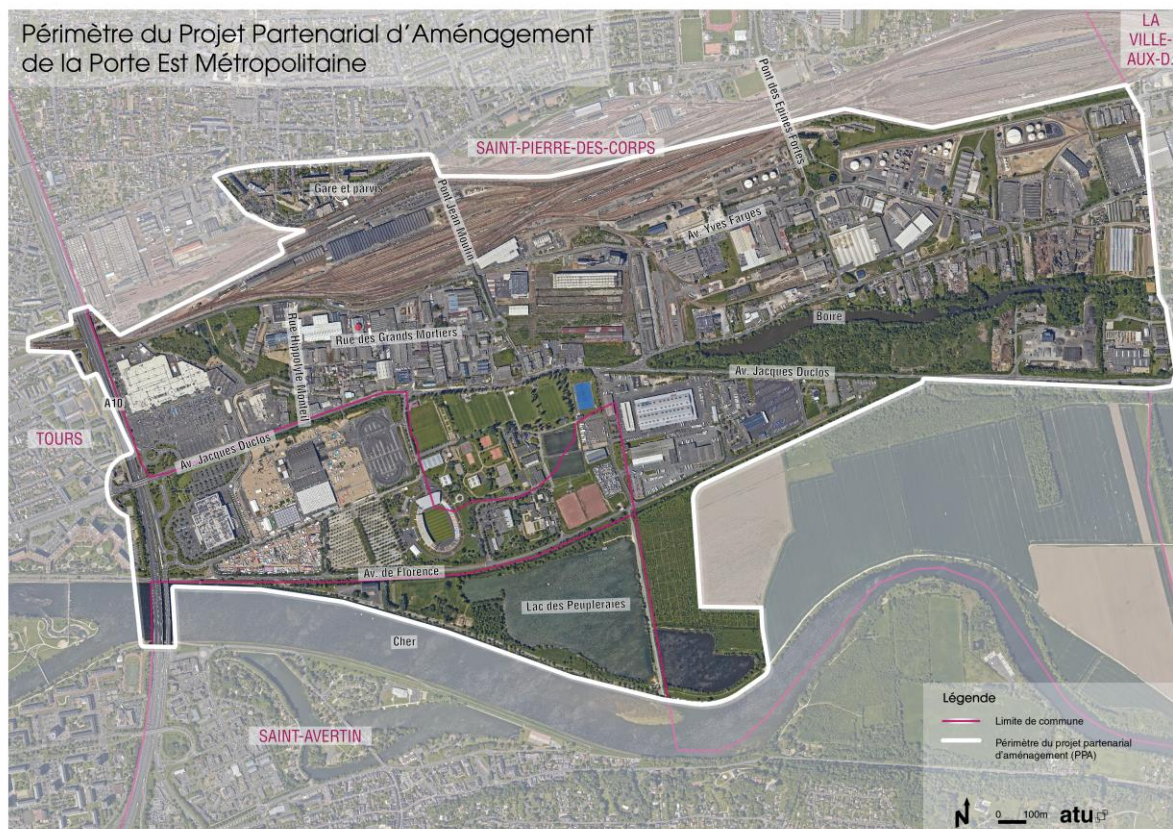
### **ARTICLE 2 – OBJET, MAITRISE D'OUVRAGE ET CONTENU DE LA PRESTATION**

#### **Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de la mission dont le financement fait l'objet de la présente convention, est assurée par Tours Métropole Val de Loire.

## Périmètre de la prestation

Le périmètre d'étude est défini comme suit :



Il s'agit du périmètre du contrat de PPA.

## Objet de la prestation

La prestation dont le financement fait l'objet de la présente convention, concerne l'assistance créative sur :

- La conception-crédation d'une « signature » / marque identifiant le PPA. Cette mission vise à fournir un socle de communication commun par la production d'un code marque identifiant le PPA.
- La réalisation d'une courte vidéo de présentation type motion design, qui devra rendre compte des enjeux du PPA tant au niveau national que sur le plan local et devra expliciter et vulgariser la démarche PPA.

## ARTICLE 3 - ORGANISATION DU PILOTAGE ET DU SUIVI

Le pilotage pour la consultation d'une agence de communication est intégré dans la gouvernance déjà prévue dans le cadre du contrat de PPA. Ainsi, 4 instances sont présentées ci-dessous. La dernière instance constitue l'organe technique principal de gouvernance.

### **Comité de pilotage du PPA**

Le Comité de pilotage du PPA se réunira durant l'été 2025, à l'initiative du Maître d'ouvrage. Il est composé des signataires de la présente convention ou leur représentant. Cette instance de gouvernance aura pour but de présenter les différents rendus du plan de communication, et permettra de constater que chacun des Partenaires a satisfait à ses obligations et qu'il y a lieu de mettre fin à la présente convention.

Il se réunira sur convocation adressée par Tours Métropole Val de Loire au moins 3 semaines avant la date prévue précisant l'ordre du jour et accompagnée de l'ensemble des éléments du plan de communication. Il prendra ses décisions à l'unanimité.

Les validations et approbations des décisions arrêtées en Comité de Pilotage seront faites selon les modalités propres aux instances de chacune des partenaires.

Tous les documents nécessaires aux réunions du Comité de pilotage, établis dans le cadre du projet de PPA opérationnel seront communiqués par le Maître d'ouvrage aux autres signataires au minimum 1 semaine en amont des réunions du Comité de pilotage.

### **Comité technique du PPA**

Le Comité technique est composé des directions des équipes techniques des signataires de la présente convention et se réunira à l'initiative du Maître d'ouvrage, pour acter les décisions techniques et stratégiques avant présentation au Comité de Pilotage.

Ce Comité Technique se réunira sur convocation adressée par Tours Métropole Val de Loire au moins 15 jours avant la date prévue précisant l'ordre du jour et accompagnée de l'ensemble des éléments de l'opération.

Il assurera la préparation des décisions à prendre par le Comité de pilotage sur le déroulement du projet, en particulier toute proposition de modification de la consistance du plan de communication.

### **Groupe de Travail Technique du PPA**

Le Groupe de Travail Technique (GTT) du PPA est l'instance opérationnelle pour suivre le déroulement de toutes les études du PPA sous les aspects techniques, financiers et de calendrier. Le GTT se réunit tous les deuxièmes lundis du mois et pourra - de ce fait - alimenter les réflexions techniques du plan de communication, si cela s'avère utile et nécessaire.

### **Sous-Groupe de Travail opérationnel du PPA**

Le sous-groupe de travail opérationnel (GTO) dédié au Plan de communication est la principale instance de gouvernance pour suivre de manière opérationnelle la consultation de l'agence de communication. Le GTO peut également être appelé « équipe projet rapprochée » du plan de communication.

Le GTO se réunira sur convocation adressée par le service communication de Tours Métropole Val de Loire. Seront conviés les responsables des services communication des Partenaires, au moins 15 jours avant la date prévue, précisant l'ordre du jour et accompagnée de l'ensemble des éléments de l'opération.

#### **ARTICLE 4 – ESTIMATION DES ETUDES**

Le coût estimatif du plan de communication du PPA est de 20 000 euros TTC maximum.

#### **ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

##### **Principe de financement**

Les Partenaires s'engagent à financer les études visées à l'article 2, selon la clé de répartition suivante :

Co-financeurs	Clé de répartition	Montant estimatif maximal en € TTC courants
Région Centre Val de Loire	10 %	2000 €
Tours Métropole Val de Loire	20 %	4000 €
SNCF Gares & Connexions	10 %	2000 €
Vinci autoroutes (Cofiroute)	10 %	2000 €
EPFL	10 %	2000 €
SMT	10 %	2000 €
Ville de Tours	10 %	2000 €
Ville de Saint-Pierre-des-Corps	10 %	2000 €
Ville de Saint-Avertin	10 %	2000 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>20 000 €</b>

##### **Modalités de versement**

Tours Métropole Val de Loire procède à un appel de fonds auprès de chaque Partenaire comme suit :

- 100 % à l'entrée en vigueur de la présente convention ;

Après l'achèvement de l'intégralité des prestations dont le financement fait l'objet de la présente convention, Tours Métropole Val de Loire procédera à l'élaboration d'un décompte général et définitif des dépenses réellement constatées.

Sur la base de celui-ci, Tours Métropole Val de Loire procédera, selon le cas, soit au remboursement du trop-perçu soit à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde.

L'échéancier prévisionnel des appels de fonds est le suivant :

Appels de fonds	%	Date indicative de l'appel	Montant à payer <u>pour chaque</u> Co-financeurs à 10 %
Entrée en vigueur de la présente convention	100 %	mars 2025	2 000 €

### **Facturation et recouvrement**

Les sommes dues à Tours Métropole Val de Loire au titre de la présente convention sont payées dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la facture.

Les Partenaires se libèreront des sommes dues au titre de la présente convention par virement bancaire, portant numéro de référence de la facture, sur le compte de Tours Métropole Val de Loire.

### **Gestion des écarts**

Il est ici rappelé que l'estimation de l'opération ainsi que le besoin en financement visés respectivement aux articles de la présente convention, ne sont donnés qu'à titre estimatif.

Les écarts (économie ou dépassement par rapport au montant estimé du coût des études) seront gérés comme indiqué ci-dessous.

Il appartient à chaque partenaire de supporter les dépassements du coût prévisionnel dont il serait à l'origine, dès lors que ces propositions de modifications auront été validées par l'ensemble des partenaires par avenant.

En cas de dépassement des coûts prévisionnels, Tours Métropole Val de Loire informera les Partenaires, fournira tout élément justificatif et proposera, le cas échéant, des alternatives.

Cette démarche sera également conduite dans le cas où Tours Métropole Val de Loire devrait déclarer des appels d'offres infructueux.

Les Partenaires conviendront alors, ensemble et à bref délai, de la réponse à apporter, soit par :

- Modification du niveau des prestations,
- Mobilisation d'autres financements ou révision des financements consentis par les différents partenaires,
- Evolution du programme et/ou du calendrier de réalisation,
- Abandon du projet (avant démarrage des travaux).

Les modifications devront être décidées dans un délai de deux mois à compter de la diffusion de l'information en convoquant si nécessaire une réunion d'urgence du Comité de pilotage et hors période de validation de ces décisions par les instances de chaque partenaire.

Les modifications décidées dans ce cadre feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans l'hypothèse où les Partenaires ne parviendraient pas à s'entendre dans un délai de deux mois à compter du constat du risque de dépassement, chaque Partenaire aura la possibilité de se retirer de la poursuite de l'opération. Dans une telle hypothèse, les dispositions énoncées à l'article 7 de la présente convention trouveront ici application.



## **ARTICLE 6 - CALENDRIER DES ETUDES – PLANNING DIRECTEUR DE L'OPERATION**

### **Dates de remise de la consultation d'agence de communication**

Les offres de la consultation d'agence de communication seront réalisées et remises aux Partenaires dans un délai prévisionnel de 3 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention.

### **Planning cible de l'opération, suite à donner à l'opération**

Février 2025, signature de la présente convention par tous les partenaires.

Mars 2025, démarrage de la prestation.

Avril 2025, livraison des premières ébauches.

Début mai - juin 2025, livraison définitive.

## **ARTICLE 7 – MODIFICATION ET RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification de la présente convention à l'exception des références bancaires et des domiciliations de factures, donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Les changements de références bancaires et/ou de domiciliations de factures font l'objet d'un échange de lettre entre le Partenaire à l'initiative de ce changement et l'ensemble des Partenaires qui en accuseront réception.

En cas de non-respect par l'un des Partenaires des engagements réciproques au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par tout autre Partenaire à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas d'abandon de l'opération ou de résiliation de la convention, un relevé final des dépenses acquittées de Tours Métropole Val de Loire dans le cadre de la présente convention est établi.

Sur cette base, Tours Métropole Val de Loire procédera à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des Partenaires au prorata de leur participation, si cela s'avère nécessaire.

Dans tous les cas, les Partenaires s'engagent à rembourser à Tours Métropole Val de Loire sur la base d'un relevé de dépenses finales, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif.

## **ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des Partenaires.

Elle prend fin à l'achèvement des prestations dont le financement fait l'objet de la présente convention, après avoir constaté que chacun des Partenaires a satisfait à ses obligations.

## **ARTICLE 9 – PROPRIETE, DIFFUSION DES ETUDES, COMMUNICATION**

La consultation menée dans le cadre de la présente convention reste la propriété de Tours Métropole Val de Loire.

Les résultats de la consultation et de tous les documents et supports spécifiques à la réalisation des opérations communication seront adressés aux Partenaires. Toute autre diffusion de quelle que nature que ce soit est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Chaque Partenaire prend avis des autres Partenaires sur les actions de communication qu'il envisage en lien avec l'objet des présentes. Un Partenaire peut s'opposer à l'action de communication qui s'avérerait contraire à ses intérêts.

#### **ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE**

Les Partenaires garderont confidentielles toutes les informations techniques (données, documents, résultats, produits et matériels) et financières échangées dans le cadre de la Convention à l'exception de celles devant être intégrées dans les délibérations publiques.

Les Partenaires ne pourront faire état des informations confidentielles auprès de tiers sans avoir obtenu l'accord préalable et express des autres Partenaires.

Les obligations de confidentialité énumérées ci-dessus survivront pendant un délai de cinq (5) années à compter du terme.

Ne sont pas considérées comme confidentielles pour le Partenaire les informations figurant dans les études dont il est propriétaire ou sur lesquelles il bénéficie d'un droit d'usage.

#### **ARTICLE 11– LITIGES**

Tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Tours auquel les Partenaires déclarent attribuer compétence.

#### **ARTICLE 12 - ENREGISTREMENT**

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge de celui des Partenaires qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Pour Tours Métropole Val de Loire :

Tours Métropole  
60 avenue Marcel Dassault – CS30651  
37206 TOURS CEDEX 3  
Tél : 02 47 80 11 11 Courriel : [c.hernandez@tours-metropole.fr](mailto:c.hernandez@tours-metropole.fr)

La convention est établie en 10 exemplaires, un à destination de chaque Partenaire.

A Tours, le

**Pour Tours Métropole Val de Loire**

Monsieur Frédéric AUGIS  
Président de Tours Métropole Val de Loire

**Pour la Région Centre Val de Loire**

Monsieur François BONNEAU  
Président de la Région Centre Val de Loire

**Pour SNCF Gares & Connexions**

Monsieur Jean-Luc BOUHADANA,  
Directeur régional des gares de Bretagne,  
Centre-Val de Loire et Pays de la Loire

**Pour Cofiroute**

Monsieur Marc BOURON  
Directeur Général

**Pour le Syndicat des Mobilités  
de Touraine**

Monsieur Emmanuel DENIS  
Président du Comité Syndical

**Pour l'Etablissement Public Foncier  
Val de Loire,**

Monsieur Christian GATARD  
Président du Conseil d'Administration

**Pour la Ville de Tours,**

Monsieur Emmanuel DENIS  
Maire de la Commune

**Pour la Ville de Saint-Pierre-des-Corps**

Monsieur Olivier CONTE  
Maire de la Commune

**Pour la ville de Saint-Avertin**

Monsieur Laurent RAYMOND  
Maire de la Commune